Bujumbura affiche une sérénité qui tranche avec la réalité du terrain

RFI, 20-06-2015 BurundiÂ : le gouvernement tente de rassurer la population Le gouvernement a publiÃ© trois communiquÃ©s pour rassurer la population sur le climat apaisÃ©, qui selon lui, rÃ¨gne dans le pays. La CÃ©ni, qui s'apprÃªte Ã organiser des Ã©lections lÃ©gislatives et communales le 29 juin prochain, appelle les observateurs internationaux Ã revenir au Burundi. Ce tableau tranche avec l'inquiÃ©tude de la communautÃ© internationale, qui craint de voir le pays basculer dans un nouveau cycle de violences en raison des contestations contre un 3e mandat du prÃ©sident sortant, Pierre Nkurunziza.

Les autoritÃ©s assurent que les Ã©lections se tiendront dans un climat apaisÃ©. Dans un communiquÃ© diffusÃ© vendredi 19 juin, le ministÃ¨re de la DÃ©fense tente de Â«Â tranquilliser l'opinionÂ Â» sur le fait que Â«Â la situation sÃ©curitaire est sous contrÃ´leÂ Â». Sur la mÃªme lancÃ©e, le ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique affirme que Â«Â la population vaque normalement Ã ses activitÃ©sÂ Â». Pour sa part, la Commission Ã©lectorale, assure Â«Â prÃ©parer des Ã©lections inclusives, libres et transparentesÂ Â». La CÃ©ni encourage ainsi les observateurs internationauxÂ Ã revenir dans le paysÂ pour superviser ce scrutin. Enfin, les autoritÃ©s affirment disposer Â«Â d'experts dotÃ©s de certificats internationaux en matiÃ¨re de dÃ©sarmementÂ Â», qui ont saisi 12 grenades, cinq fusils, un pistolet et quelques 700 cartouches. Une maniÃ¨re pour le gouvernement deÂ rejeter l'offre de l'Union africaine, qui prÃ©voyait de dÃ©pÃªcher des experts militaires pour vÃ©rifier le processus de dÃ©sarmement des milices. Cette sÃ©rÃ©nitÃ© affichÃ©e par les autoritÃ©s tranche avec la rÃ©alitÃ© du terrain. Ces deux derniers jours, des grenades ont Ã©tÃ© lancÃ©es, notamment de nuit, dans certains quartiers de Bujumbura. L'Association pour la protection des droits humains (Aprodh)Â dÃ©nonce des arrestations quotidiennesÂ de personnes inculpÃ©es de Â«Â participation Ã un mouvement insurrectionnelÂ Â». Cette organisation dÃ©nombre prÃ¨s d'un millier de personnes dÃ©tenues par les forces de l'ordre. Des parlementaires europÃ©ens veulent une enquÃªte de la CPI L'inquiÃ©tude de voir le pays sombrer dans un autre cycle de violences est bien rÃ©elle chez certains parlementaires europÃ©ens. Plusieurs d'entre eux ont adressÃ© une lettre Ã la Cour pÃ©nale internationale (CPI), lui demandant d'enquÃªter sur les violences commises au BurundiÂ depuis le dÃ©but de la crise. Ces parlementaires estiment qu'au vu des Ã©vÃ¨nements passÃ©s, la montÃ©e des tensions et notamment des risques d'instrumentalisation ethnique des contestations laisse craindre le pire. Ils saisissent la CPI Ã titre prÃ©ventif. Maria Arena est dÃ©putÃ©e europÃ©enne du groupe des socialistes et des dÃ©mocrates. Â«Â Nous demandons, par exemple, un gel des avoirs de l'environnement de Nkurunziza pour mettre la pression sur eux. Mais il est aussi important de dire Ã ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui que ce qui risque de se passer ne sera pas sans suite.Â Â» Les dÃ©putÃ©s veulent donc mettre la pression sur l'entourage du prÃ©sident, car, estime Maria Arena, Â«Â si nous ne le faisons pas aujourd'hui et que la situation dÃ©rape dans la rÃ©gion nous aurons cette responsabilitÃ© lÃ aussi. Donc il vaut mieux prÃ©venir les situations que de devoir les guÃ©rir.Â Malheureusement on connaÃ®t trop bien ce qui s'est passÃ©, nous ne voudrions pas nous situer dans la mÃªme position que pour ce qui se passe dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Â»